

# La Syrie : un autre concept erroné

RÉSEAU VOLTAIRE | 7 JANVIER 2012

ENGLISH



**L**a Syrie est le cœur du Moyen-Orient, sur le plan géostratégique et nationaliste. Elle partage des frontières avec l'Irak, le Liban, l'Israël, la Turquie et l'Iran, avec lequel elle maintient une forte alliance, récemment réaffirmée par le président Ahmadinejad dans le contexte de l'agression accentuée de l'Europe et des États-Unis, quand il a affirmé que son pays ne permettrait aucune ingérence étrangère.

La Syrie a toujours été un allié déterminé de la Palestine, avec plus de 472 000 réfugiés de ce pays ; elle a perdu des territoires, qu'elle continue de réclamer, sur les plateaux du Golan, occupés par Israël pendant la guerre d'expansion israélo-arabe de 1967.

La Constitution syrienne de 1973 définit officiellement le pays comme un État socialiste laïque, avec l'Islam comme religion majoritaire. Depuis lors, elle a pu maintenir un État aux diverses croyances, y compris des Chrétiens coptes, des Juifs, et d'autres branches de l'Islam, avec un développement économique et social continu, malgré les sanctions imposées par les États-Unis à la fin des années 70, quand la Syrie fut déclaré pays promoteur du terrorisme.

La position géostratégique de la Syrie l'a placée dans la ligne de mire des États-Unis et de ses alliés européens avec deux objectifs : en premier lieu affaiblir la résistance contre Israël et isoler l'Iran, et en second lieu, contrôler le Moyen-Orient et l'approvisionnement pétrolier de la région.

L'explosion de la violence en Syrie au mois de mars, comme dans le cas de la Libye, n'a été ni spontanée ni fondamentalement nationaliste dans son contenu, mais elle a permis aux États-Unis de profiter des vents qui soufflaient dans la région pour les utiliser à son profit, à savoir pour tenter de remplacer le gouvernement syrien par un gouvernement plus docile.

Même s'il existe une opposition en Syrie, depuis le début le conflit civil dans le pays a été alimenté par des forces extérieures. Toutes les luttes armées ont d'abord commencé dans des villes proches des frontières, exactement comme cela s'était passé à Benghazi en Libye. Il n'est pas étonnant que très peu d'informations apparaissent sur Internet concernant les infiltrations de forces d'élite dans le but de déstabiliser le pays. L'opposition cependant est très fragmentée, elle manque d'un programme populaire et d'une idéologie cohérente, et elle a pour leader un ancien exilé syrien en France.

Dans le contexte de ce conflit national, la Syrie a lancé une consultation populaire sur les réformes constitutionnelles en vue des élections parlementaires de février 2012 – les présidentielles sont prévues en 2014 – ainsi que sur les réformes sociales et les négociations pour parvenir à une solution pacifique, en même temps qu'elle insiste sur le respect de sa souveraineté dans la résolution des problèmes nationaux. En novembre, la Syrie a protesté officiellement contre les États-Unis pour ses interventions dans les affaires internes du pays.

Comme ce fut le cas en Libye, les grands médias ont joué le rôle prévu, en particulier depuis l'explosion de la violence armée en Syrie. Initialement, ils ont délibérément présenté comme des arrestations de civils l'arrestation de personnes impliquées dans des actes de violence contre l'État et, la situation évoluant, ils ont présenté des membres de groupes terroristes tués par les forces de

l'ordre syriennes, ou des morts de ces forces comme de simples civils.

La campagne de désinformation sur la Libye après Kadhafi s'est renforcée, reflétant comment les pouvoirs néo-colonialistes à l'OTAN et les États-Unis ont soumis les Nations unies à leur volonté de détruire ce pays sans avoir à impliquer leur forces armées sur le terrain, tout en prévoyant l'extension de ce nouveau modèle de guerre « réussi » en Syrie.

Ils ont passé sous silence les manifestations massives et croissantes de soutien au gouvernement de Syrie à Damas et dans d'autres grandes villes. Les dernières dépêches concernant la mort de milliers de civils, acceptées sans que les Nations Unies et Amnistie internationale n'enquêtent sur leur véracité, ont été extrêmement exagérées, et basées sur une seule enquête téléphonique sur les meurtres supposés de Syriens qui en réalité sont bien vivants. Les manifestations contre l'intervention de la Ligue Arabe à la fin du mois de novembre étaient en réalité un mouvement de soutien populaire qui réunissait plus de 1,6 millions de personnes. Silence total sur ce sujet.

Après le désastre instructif de la Libye, le soutien de la Russie, de la Chine et d'autres pays émergents à une solution pacifique régionale du conflit syrien a empêché une intervention militaire, mais l'ONU a imposé de fortes sanctions et la majorité docile de la Ligue Arabe s'est mobilisée pour promouvoir et légitimer une intervention impérialiste aux yeux de l'opinion publique internationale.

Le 7 décembre, le président Bachar el Assad a accordé une interview à Barbara Walters, de la chaîne nord-américaine ABC, dont le ton hostile faisait partie de la propagande habituelle. À un moment de l'émission, réalisée en anglais, Barbara Walters a demandé au président : Selon vous, quel est le concept le plus erroné de mon pays à l'égard de ce qui se passe ici, s'il est vrai qu'il y a un concept erroné ? »

Et le président el Assad de répondre avec perspicacité : « Un concept erroné sur beaucoup de choses ... il y a tant de faits dénaturés dans les médias. Mais, le plus important, telle

l'accumulation de ces faits, c'est qu'ils n'ont pas de vision. Le problème des pouvoirs occidentaux en général, notamment des États-Unis, c'est qu'ils manquent de vision – pour le moins de ma région, je ne vais pas parler du reste du monde –, et ils se sont trompés en Irak, en Afghanistan, dans la lutte contre le terrorisme. »

« **La Syrie : un autre concept erroné** » par Angie Todd, *Granma.cu* 15 décembre 2011

---

Source : « La Syrie : un autre concept erroné », *Réseau Voltaire*, 7 janvier 2012, [www.voltairenet.org/a172236](http://www.voltairenet.org/a172236)